

**Projet : "Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta" (Projet VFDM)**

**ATELIER LOCAL SUR LES OUTILS, LES STRATEGIES ET  
AUTRES DISPOSITIONS DE GESTION INTEGREE DES  
RISQUES DES INONDATIONS ET DE LA SECHERESSE  
POUR LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DANS LE  
BASSIN DE LA VOLTA AU BURKINA FASO**

**(02 et 03 avril 2024, Bama, Burkina Faso)**



**Partenaires d'exécution**

**Avril 2024**

## Table des matières

Listes des figures .....	3
Liste des sigles, acronymes et abréviations .....	4
<b>1. Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>2. Gestion sociale de l'atelier</b> .....	<b>7</b>
2.1. Cérémonie d'Ouverture de l'atelier .....	7
2.2. Présidium de l'atelier .....	8
2.3. Participants à l'atelier .....	8
2.4. Adoption de l'agenda de l'atelier .....	9
<b>3. Déroulement des travaux et synthèse des échanges</b> .....	<b>9</b>
3.1. Rappel des objectifs et des résultats .....	10
3.2. Méthodologie d'animation de l'atelier .....	11
3.3. Communications .....	12
3.3.1. Profil de risques du bassin de la Volta .....	12
3.3.2. SAP - VoltAlarm dans le bassin de la Volta .....	13
3.3.3. Stratégie régionale de réduction et de la GIRIS dans le bassin de la Volta .....	14
3.3.4. Premiers résultats de la mission d'étude .....	16
3.4. Echanges et discussions .....	17
3.5. Résultats des Travaux de groupe (§6.3 et 6.4) .....	18
3.6. Synthèse des observations et suggestions .....	21
<b>4. Clôture de l'atelier</b> .....	<b>22</b>
<b>5. Conclusion et recommandations</b> .....	<b>23</b>
<b>6. Annexes</b> .....	<b>25</b>
6.1. Liste des participants .....	25
6.2. Agenda de l'atelier .....	29
6.3. Résultats des travaux de groupes (synthèse) .....	32
6.4. Production des groupes .....	43

## Listes des figures

Figure 1: cérémonie d'ouverture de l'atelier .....	7
Figure 2 : Photo de famille des participants .....	9
Figure 3 : séance de restitution des travaux de groupes.....	19
Figure 4 : cérémonie de clôture de l'atelier .....	22
Figure 5 : représentant des participant prenant la parole à la clôture de l'atelier	22

## Liste des sigles, acronymes et abréviations

ABV	:	Autorité du Bassin de la Volta
ACC	:	Adaptation au changement climatique
CERFE	:	Centre de Recherche et de Formation en Eco-éthologie
CIMA	:	Département italien de la protection civile
CONASUR	:	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
DGPC	:	Direction générale de la protection civile
GIRI	:	Gestion intégrée des risques des inondations
GWP	:	Global Water Partnership
GWP-AO	:	Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest
IFM	:	Integrated Flood Management
OMM	:	Organisation Météorologique mondiale
ONG	:	Organisation non gouvernementale
PDS	:	Président de délégation spéciale
PNE	:	Partenariat national de l'eau
PTF	:	Partenaire Technique et Financier
SAP	:	Système d'Alerte Précoce
RRC	:	Réduction des risques de catastrophes
SFN	:	Structure focale nationale
UICN	:	Union internationale pour la conservation de la nature
UNITAR	:	Institut des Nations unies pour la formation et la recherche
UNOSAT	:	Centre satellitaire des Nations unies
VFDM	:	Volta floods and Drought management

## 1. Introduction

La gestion durable du bassin de la Volta, dans un contexte de changement climatique et d'augmentation des catastrophes naturelles nécessite des réponses appropriées aux problèmes des inondations et de la sécheresse. C'est dans cette dynamique que, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO) et les structures nationales compétentes des Etats Membres de l'ABV mettent en œuvre le projet intitulé « Volta Flood and Drought Management (VFDM) » « **Intégrer la gestion des inondations, de la sécheresse, et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta** » de juin 2019 à mi-2024. Le projet VFDM, financé par le Fonds d'Adaptation (FA), priorise le renforcement des capacités des fournisseurs de services hydrométéorologiques des six pays riverains du bassin de la Volta ainsi que le développement d'un système d'alerte précoce (SAP) aux inondations et à la sécheresse pour le bassin, prenant en compte les services de protection civile et les autres acteurs concernés.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet, il est prévu de novembre 2023 à fin avril 2024, de mener une série d'activités en vue :

- De l'amélioration des politiques, des stratégies, des plans et des instruments ainsi que de l'aide à la décision de gestion intégrée à long terme des risques des inondations et de la sécheresse pour renforcer la résilience au changement climatique (CC) aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin ;
- Du renforcement des capacités des acteurs et des décideurs sur les politiques, les stratégies, les plans et les instruments de gestion intégrée à long terme des risques des inondations et de la sécheresse aux niveaux local, national et transfrontière ;
- Du développement d'un processus de collaboration pour s'assurer que les politiques, les stratégies, les plans et les instruments de gestion intégrée à long terme des risques des inondations et de la sécheresse sont acceptés par les organisations et les communautés locales et adaptés au contexte local.

Au regard de la situation ci-dessus, le projet VFDM avec les trois partenaires (OMM, ABV et GWP-AO) ont sollicité l'expertise d'un Consultant national au Burkina Faso pour la conduite d'une « **Mission de renforcement des capacités politiques, institutionnelles et organisationnelles de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse dans le bassin de la Volta** ».

En l'entame de la mission, une note méthodologique consolidée a été validée et comprend un ensemble de neuf (9) livrables pour l'ensemble de la mission (voir tableau des livrables/produits attendus de la mission en annexe 1).

C'est dans ce contexte qu'il s'est tenu un atelier local d'une importance capitale les **2 et 3 avril 2024** dans la salle de conférence du Centre d'écoute de la commune de Bama. Il a réuni des acteurs clés, des experts et des membres de la communauté dans le but de discuter et de développer des stratégies cruciales de gestion intégrée des risques liés aux inondations et à la sécheresse. Cette initiative s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer la résilience des populations face aux défis environnementaux et climatiques auxquels le Bassin de la Volta est confronté.

Le présent rapport y est relatif, et est structuré de manière à fournir une vue d'ensemble de cet événement axé sur les outils, les stratégies et autres dispositions de gestion intégrée des risques d'inondations et de sécheresse pour le renforcement de la résilience dans le bassin de la volta au Burkina Faso.

Ce rapport décrit également le déroulement de l'atelier en rappelant ses objectifs et sa démarche méthodologique. De plus, il examine en détail le contenu des communications, met en avant les résultats des travaux et la synthèse des observations et suggestions. Enfin, une conclusion générale résume les enseignements-clés de cet atelier.

Il s'articule autour des quatre (04) parties ci-après :

- Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier local (« Gestion sociale de l'atelier »)
- Déroulement des travaux et synthèse des échanges
- Clôture de l'atelier
- Conclusion et recommandations

## 2. Gestion sociale de l'atelier

Première composante essentielle du rapport, la mise en route de l'atelier met en lumière la dynamique et l'organisation de l'événement. Elle passe en revue la cérémonie d'ouverture de l'atelier local sur les outils, les stratégies et autres dispositions de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse, son présidium, les participants composés de figures éminentes de la commune et d'experts du domaine et l'adoption de l'agenda de l'atelier.

### 2.1. Cérémonie d'Ouverture de l'atelier

La cérémonie d'ouverture a été un moment solennel et inspirant, marquant le début de cet important atelier. Elle a été marquée par plusieurs interventions parmi lesquelles celle du Président de la Délégation Spéciale.



Source : photo de l'atelier local Bama BF

Mais avant, c'est au chef de Badara qu'il est revenu l'honneur de prendre la parole en premier pour souhaiter la bienvenue aux participants et leur exprimer sa gratitude pour leur présence.

Figure 1: cérémonie d'ouverture de l'atelier

M. Zongo Gérard, représentant le Directeur Général des Ressources en Eau (DGRE), a, à son tour pris la parole pour retracer le début du projet en 2019. Il a mis en évidence certains acquis du projet, notamment l'élaboration d'un bulletin météorologique, une étude en cours sur la stratégie et un exercice de simulation. Il a souligné l'importance régionale du projet et a rappelé que celui-ci touchait à sa fin en 2024. Il a mis en avant les outils développés jusqu'à présent et leur contribution potentielle à la gestion des risques environnementaux dans le Bassin de la Volta.

A la suite de monsieur ZONGO, le représentant du Directeur exécutif adjoint de l'Autorité du Bassin de la Volta a exprimé sa gratitude envers les participants pour leur engagement et les a encouragés à poursuivre les efforts dans la gestion des risques des inondations et de la sécheresse. Il a également souligné les difficultés auxquelles la région est confrontée en raison des impacts de ces phénomènes.

Le président de la délégation spéciale (PDS) a, dans son discours d'ouverture, souhaité la bienvenue aux participants à cet atelier, rappelé les objectifs et la période de lancement du projet VFDM sans oublier ses acquis comprenant une

station météorologique, un plan de gestion des inondations et sécheresse, une mise en place d'un comité de gestion, une plateforme de SAPvoltarm et une stratégie régionale élaborée.

Il a insisté sur l'objectif de l'atelier local, clairement défini comme étant de discuter des outils développés, des acquis et des lacunes du projet, ainsi que de définir des stratégies pour renforcer la résilience dans le Bassin de la Volta. La reconnaissance a également été exprimée envers les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) pour leur soutien avant la déclaration d'ouverture de l'atelier.

Des témoignages poignants ont également été partagés, mettant en lumière les défis quotidiens auxquels sont confrontées les communautés riveraines de la Volta. Enfin, un moment de solidarité a uni les participants dans un engagement commun à travailler ensemble pour trouver des solutions durables et efficaces. Cette cérémonie d'ouverture a ainsi posé les bases d'une collaboration fructueuse et d'un dialogue constructif tout au long de l'atelier.

## **2.2. Présidium de l'atelier**

Monsieur le Préfet de Bama, président de la délégation spéciale de ladite commune, a joué un rôle fort dans la direction et la modération des discussions. Monsieur le préfet, après avoir ouvert l'atelier avec des remarques éclairées, soulignant l'importance stratégique de la gestion des risques d'inondations et de sécheresses dans la commune, a cédé la présidence de l'atelier à un de ses représentants. Le leadership de ce dernier a été essentiel pour maintenir le cap sur les objectifs de l'atelier et encourager la participation active de tous les intervenants. En tant que président, il a facilité les échanges en donnant la parole aux différents intervenants et en veillant à ce que toutes les perspectives soient entendues. Sa présence a également apporté une légitimité et une autorité à l'événement, renforçant ainsi l'engagement des participants envers les résultats de l'atelier.

## **2.3. Participants à l'atelier**

Comme l'indique la photo 2 ci-après, les participants à l'atelier représentent un nombre important d'acteurs locaux, nationaux et internationaux, tous engagés dans la gestion des risques d'inondations et de sécheresse dans le bassin de la Volta.





Figure 2 : Photo de famille des participants

Source : photo de l'atelier local\_Bama\_BF

Parmi eux, on compte les services techniques venus de Ouagadougou, de Bobo Dioulasso et de Bama. Il s'agit notamment du préfet ou président de délégation spéciale (PDS), du Secrétaire général de la commune et des services déconcentrés tels que ceux de l'Eau, de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Environnement, de la police, de la gendarmerie, de la Météo, de la Protection civile, de la Santé et de l'Action sociale. Ils y ont apporté une expertise technique et opérationnelle essentielle. Les représentants des organisations de femmes et de jeunes et les membres du comité local de gestion communautaire des inondations et de la sécheresse, étaient aussi présents garantissant une représentation inclusive et participative des groupes les plus vulnérables. Enfin, la structure focale nationale du Burkina Faso et les partenaires d'exécution tels que le PNE, l'ABV, le GWPAO et l'OMM ont contribué par leur présence à orienter et à soutenir la mise en œuvre des solutions proposées. La liste des participants est à l'Annexe 1 du présent rapport (§6.1).

## 2.4. Adoption de l'agenda de l'atelier

L'adoption de l'agenda de l'atelier a été accueillie favorablement par l'ensemble des participants, témoignant d'un consensus sur les priorités à aborder et les objectifs à atteindre lors de l'atelier. Ce calendrier établi a servi de guide pour orienter les débats et garantir une gestion efficace du temps tout au long de l'événement. L'Agenda est reporté à l'Annexe 2 (§6.2).

## 3. Déroulement des travaux et synthèse des échanges

Le déroulement des travaux et la synthèse des échanges offrent une vue d'ensemble structurée des discussions et des résultats clés de l'atelier. À travers un rappel des objectifs et des résultats visés, les participants ont été

guidés dans leur démarche vers des solutions concrètes face aux défis d'inondations et de sécheresse. La démarche méthodologique a fourni un cadre rigoureux pour les échanges, favorisant ainsi une analyse approfondie des enjeux. Les communications ont permis aux experts de partager leurs connaissances et leurs expériences, enrichissant ainsi les débats. Les résultats des travaux de groupes ont offert des perspectives diverses et complémentaires, tandis que la synthèse des observations et suggestions a mis en lumière les pistes d'action prioritaires à envisager pour une gestion plus efficace des risques.

### 3.1. Rappel des objectifs et des résultats

Les objectifs et résultats de l'atelier ont été passés en revue par Monsieur DOULKOM P. Aimé du Partenariat National de l'Eau.

L'objectif principal de l'atelier local était de renforcer la résilience au changement climatique (CC) par l'amélioration de la participation et de l'engagement des parties prenantes de la base dans l'adoption et la mise en œuvre des politiques, des stratégies, des plans et des outils d'aide à la décision de GIRIS à long terme dans le bassin de la Volta.

De façon spécifique, il s'agissait de :

- Discuter avec les participants du profil de risques des inondations et de la sécheresse, du SAP – VoltAlarm, de la stratégie régionale de réduction et de GIRIS ainsi que des autres dispositions de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta ;
- Approfondir et compléter les commentaires et suggestions d'amélioration, selon les expériences des communautés locales, sur le profil de risques des inondations et de la sécheresse, le SAP – VoltAlarm, la stratégie régionale de réduction et de GIRIS ainsi qu'aux autres dispositions de RRC et d'ACC dans le bassin ;
- Proposer des actions pour : (i) consolider et assurer la durabilité ainsi que la mise à l'échelle des résultats issus de la mise en œuvre du VFDM notamment sur le site pilote de Badara d'une part ; et (ii) d'autre part renforcer la mise en œuvre de la stratégie régionale de réduction et GIRIS, le déploiement du SAP - VoltAlarm et des autres dispositions de RRC et d'ACC à long terme dans la portion nationale du bassin de la Volta au Burkina Faso ;
- approfondir et compléter les bonnes pratiques et les opportunités pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Burkina Faso ;
- Discuter des pistes de dissémination des bonnes pratiques, pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Burkina Faso, identifiées et documentées

avec une mise en avant des rôles et responsabilités des parties prenantes du niveau communautaire et local à l'échelle transfrontière.

Au terme de l'atelier local, les résultats attendus étaient que les participants aient :

- (i) D'une part une bonne connaissance du cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et de la sécheresse ;
- (ii) D'autre part contribué à l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC des niveaux communautaire et local à l'échelle transfrontière dans le bassin de la Volta.

Monsieur Doulkom a également présenté l'agenda de l'atelier ainsi que les règles et normes de gestion de l'atelier de formation.

A l'unanimité, les participants ont validé les propositions d'objectifs, et l'Agenda (annexe 2) ainsi que les règles et normes de gestion de l'atelier.

### **3.2. Méthodologie d'animation de l'atelier**

L'atelier local s'est déroulé sur deux (2) jours, selon une approche interactive valorisant les expériences des participant(e)s à travers diverses techniques d'animation telles que les brainstormings, les exposés/débats, et les travaux de groupe.

La méthodologie adoptée pour l'organisation de l'atelier local repose sur une collaboration étroite entre le Consultant national, le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Burkina Faso, le Coordonnateur de la Structure Focale nationale (SFN) de l'ABV au Burkina Faso, ainsi que des personnes ressources à l'image du PDS et du Secrétaire Général de la commune de Bama. La démarche méthodologique s'est articulée autour de trois principales étapes : la préparation, le déroulement et le rapportage.

- La préparation a englobé la finalisation de la note conceptuelle et de l'agenda indicatif, la mobilisation des participants et la mise en place des dispositions logistiques nécessaires.
- Le déroulement de l'atelier a alterné des sessions de communication suivies de débats et des travaux de groupes dont la synthèse des résultats présentés en plénière sont annexés au présent document.
- La phase de rapportage s'est concentrée sur la synthèse et l'analyse des productions de l'atelier en vue de l'élaboration du rapport.

Les supports didactiques ont inclus des communications, les termes de référence de l'atelier et des travaux de groupe, et des kits de participants. L'atelier s'est déroulé en français et en langues locales afin de favoriser la compréhension et la participation de tous les participants.

### 3.3. Communications

#### 3.3.1. Profil de risques du bassin de la Volta

Selon cette présentation, il a été souligné que les inondations et les sécheresses sont interdépendantes. La sécheresse, en rendant les sols moins perméables, peut créer des conditions favorables aux inondations lors de fortes précipitations. De plus, les activités humaines telles que l'agriculture intensive et la déforestation exacerberaient ce phénomène. Le changement climatique est également mentionné comme un facteur contribuant, car il intensifie les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les tempêtes et les ouragans, augmentant ainsi la fréquence des inondations. Par ailleurs, il prolonge les sécheresses dans certaines régions, aggravant ainsi les tensions autour des ressources en eau.

Les projections socio-économiques, telles que la croissance démographique et l'urbanisation rapide, sont identifiées comme des facteurs qui augmentent les risques d'inondations et de sécheresse. L'urbanisation non planifiée expose davantage de personnes et de biens aux inondations, tandis que la pression démographique aggrave les sécheresses et les conflits liés à l'eau.

Il est souligné que la compréhension de la complexité des risques liés aux inondations et à la sécheresse dans le contexte du changement climatique et des projections socio-économiques est cruciale pour élaborer des politiques de gestion des risques efficaces. Cela nécessite une planification urbaine plus résiliente, des politiques de conservation des sols et de l'eau, ainsi que des mesures d'adaptation aux changements climatiques. Il est également mentionné qu'une approche holistique et intégrée est essentielle pour renforcer la résilience des communautés face aux défis futurs.

Dans une perspective probabiliste, le risque est défini comme la probabilité d'occurrence d'un événement multipliée par son impact. La méthodologie implique l'examen de divers scénarios possibles et de leurs conséquences, tels que des inondations dues à des précipitations extrêmes ou des défaillances d'infrastructures. La Perte Annuelle Moyenne et la Perte Maximale Probable sont des concepts utilisés pour évaluer les pertes financières attendues sur plusieurs années et le montant maximum de pertes envisageables dans des circonstances exceptionnelles. Cette approche est présentée comme un outil pour aider les décideurs à mieux comprendre les conséquences des événements extrêmes et à planifier en conséquence, tout en soulevant des questions théoriques sur la conceptualisation et la mesure du risque. En fin de compte, elle fournit un cadre crucial pour une planification efficace et une prise de décision éclairée face aux risques croissants liés au climat et à d'autres facteurs.

Avec des projections climatiques basées sur le scénario RCP 7.0, qui indiquent une augmentation de la température de 1,7°C d'ici 2050 et une augmentation des précipitations d'environ 8 %, avec des estimations démographiques de 34 millions d'habitants d'ici 2025 et 59 millions d'ici 2050, il est devenu évident que l'adaptation et l'atténuation face aux changements climatiques et à la croissance démographique sont essentielles. Cela nécessite des politiques et des stratégies visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer la résilience des communautés.

Les inondations et la sécheresse ont été identifiées comme des événements météorologiques extrêmes ayant des conséquences graves sur les populations, telles que des déplacements forcés, des pertes de vies humaines et des dommages matériels importants. Ces événements affectent également les infrastructures, l'agriculture, les écosystèmes et les déplacements. Pour atténuer ces impacts, il est impératif d'adopter une approche intégrée de la gestion des risques impliquant les gouvernements, les organisations internationales et les communautés locales.

Intégrer l'évaluation des risques d'inondation et de sécheresse dans la planification et la prise de décision est cruciale. Cela implique de comprendre les vulnérabilités locales, d'identifier les zones à risque et de développer des stratégies adaptées pour réduire les impacts des catastrophes naturelles. Les politiques d'aménagement du territoire doivent tenir compte de ces risques pour éviter le développement dans des zones à haut risque, et la gestion durable des ressources en eau est essentielle pour atténuer ces risques.

La mise en place de systèmes d'alerte précoce, le plaidoyer pour des investissements dans la réduction des risques et l'autonomisation des femmes sont également des aspects importants à considérer. La sensibilisation du public, la défense contre les inondations et l'atténuation des risques, ainsi que l'amélioration de la résilience des bâtiments et l'adoption de pratiques agricoles résilientes aux sécheresses sont autant de mesures nécessaires. Ces recommandations soulignent l'importance d'une approche intégrée pour réduire les risques d'inondation et de sécheresse, tant sur le plan pratique que théorique, en collaboration avec différents acteurs pour renforcer la résilience des populations et des écosystèmes.

### **3.3.2. SAP - VoltAlarm dans le bassin de la Volta**

Le système VOLTALARM est présenté par cette communication comme un outil de soutien à la prise de décision dans la gestion des risques de catastrophes. La formule de risque  $R(t) = E \times V \times H(t)/C$  est introduite comme un cadre conceptuel pour évaluer et comparer les risques associés à différents scénarios de catastrophes. Cette formule prend en compte l'exposition aux dangers (E), la vulnérabilité face aux dangers (V), l'impact du danger à un moment donné

(H(t)), et la capacité de résilience (C). Elle permet aux décideurs d'allouer efficacement les ressources de prévention et de préparation en fonction des risques identifiés.

Le système VOLTALARM intègre et visualise des données globales et locales, statiques et dynamiques, permettant une analyse complète des risques. Il synchronise spatialement et temporellement les données pour fournir des informations en temps réel sur les conditions actuelles et futures. Cette intégration et visualisation des données permettent aux utilisateurs de prendre des décisions éclairées et basées sur des preuves pour la gestion des risques de catastrophes.

Le système FloodProofs Volta est également présenté comme une composante essentielle de VOLTALARM. Il utilise des prévisions dynamiques pour estimer les impacts potentiels des inondations, fournissant ainsi des résultats en temps réel sur la plateforme VOLTALARM. Le modèle FloodProofs peut prédire les zones susceptibles d'être inondées et estimer les dommages potentiels aux infrastructures et aux habitations, permettant aux autorités et aux communautés de mieux se préparer et de prendre des mesures préventives pour atténuer les dommages causés par les inondations.

La coordination transfrontalière pour l'alerte précoce est également soulignée comme un aspect important du système VOLTALARM. La collaboration entre les pays membres de l'ABV et les plateformes VOLTALARM et myDewetra permet un suivi, une veille, une communication et une prévision efficaces des événements météorologiques extrêmes et des risques de catastrophes. Cette coordination renforce la capacité des pays à répondre de manière collective et efficace aux menaces transfrontalières, réduisant ainsi les risques pour les populations et les infrastructures exposées.

En conclusion, VOLTALARM est présenté comme un cadre complet pour la gestion des risques de catastrophes, intégrant des données variées et fournissant des outils de prévision et d'alerte précoce. Cela facilite la prise de décisions éclairées et coordonnées à l'échelle locale et transfrontalière, renforçant ainsi la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles. Sur le plan théorique, cela illustre l'importance de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans la gestion des risques de catastrophes pour améliorer la préparation, la réponse et la résilience.

### **3.3.3. Stratégie régionale de réduction et de la GIRIS dans le bassin de la Volta**

Selon cette présentation, ***l'Orientation Stratégique 1*** vise à améliorer la connaissance commune des risques d'inondation et de sécheresse à l'échelle du bassin de la Volta. Elle comprend la gestion des données pour évaluer les

risques, l'analyse du risque à l'échelle du bassin, la gestion des connaissances et la mise en œuvre de stratégies pour renforcer la capacité des pays à faire face aux risques. En améliorant la connaissance des risques et en renforçant les capacités d'analyse et de gestion des données, les pays peuvent mieux anticiper les menaces, réduire les pertes et promouvoir la résilience des communautés et des écosystèmes. Cela favorise également une compréhension plus holistique des risques naturels et des interactions entre les facteurs climatiques, environnementaux, sociaux et économiques, contribuant ainsi à la création de sociétés plus résilientes et durables face aux défis du changement climatique.

**L'Orientation Stratégique 2** vise à renforcer la gouvernance et les institutions pour une meilleure gestion intégrée des risques de sécheresses et d'inondations dans le bassin de la Volta. Elle implique l'amélioration de la coopération, de la coordination et de l'harmonisation entre les institutions et les États membres, la création d'un cadre de concertation entre les différents acteurs du bassin et l'intégration de la gestion des risques de catastrophes dans les politiques et plans de développement. Cette approche favorise la résilience des populations et des écosystèmes face aux catastrophes naturelles, soulignant l'importance de l'approche participative et de l'intégration des risques dans la planification du développement pour atteindre des objectifs de durabilité et de résilience.

**L'Orientation Stratégique 3** vise à développer des mesures de réduction des risques d'inondation et de sécheresse intégrées à l'échelle du bassin de manière transfrontalière pour renforcer la résilience des communautés. Elle concerne la mise en place d'un réseau coordonné de mesures de réduction des risques basées sur la nature, la consolidation des politiques de gestion du territoire, l'amélioration de la résilience des bâtiments et infrastructures, la promotion d'une agriculture plus résiliente, et le renforcement des plans de prévention des risques au niveau communautaire. Ces mesures contribuent à réduire les pertes humaines et matérielles causées par les catastrophes naturelles, favorisant ainsi la durabilité environnementale et sociale.

**L'Orientation Stratégique 4** vise à développer des systèmes d'alerte précoce et des protocoles d'actions préventives pour la prévention et la préparation aux catastrophes. Elle touche au renforcement de la plateforme VOLTALARM en tant que système d'alerte précoce opérationnel et à la mise en œuvre de protocoles d'actions préventives basés sur les alertes précoces. Ces mesures permettent une réponse rapide et coordonnée aux menaces identifiées, réduisant ainsi les pertes humaines et matérielles associées aux catastrophes naturelles et renforçant la capacité des communautés à se préparer et à réagir efficacement. Sur le plan pratique, cela contribue à minimiser les impacts socio-économiques des inondations et des sécheresses, tandis que sur le plan théorique, cela souligne l'importance de l'intégration des informations scientifiques dans la prise de décision pour renforcer la résilience des communautés face aux aléas climatiques.

### 3.3.4. Premiers résultats de la mission d'étude

Les premiers résultats de la mission ont également fait l'objet d'une présentation. Selon cette présentation, les outils de gestion intégrée des inondations et des sécheresses englobent diverses lois, politiques, plans et systèmes spécifiques. Parmi ceux-ci, on trouve la Loi n° 012 relative à la prévention et à la gestion des risques, la Loi sur le développement durable, les différents codes environnementaux et forestiers, la Politique nationale de développement durable, les Plans nationaux, régionaux, provinciaux et communaux multirisques, la Politique nationale de protection civile, les plans communaux et régionaux de développement, les schémas d'aménagement du territoire, la Stratégie de réduction et de gestion des risques dans le bassin de la Volta et son plan d'action, ainsi que les systèmes d'alerte précoce comme le VOLTALARM et les bulletins météo. Ces outils fournissent un cadre complet pour la gestion intégrée des inondations et de la sécheresse, en combinant des approches législatives, stratégiques, opérationnelles et technologiques pour réduire les risques et renforcer la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles.

Les communautés préconisent une mise à jour des outils juridiques et politiques pour une gestion plus intégrée des risques naturels, y compris des dispositions spécifiques pour les inondations et les sécheresses, ainsi que des mécanismes de coordination intersectorielle. Cette mise à jour permettra de mieux encadrer les initiatives et de fournir un cadre solide pour la mise en œuvre des politiques. Elles soulignent également la nécessité de clarifier les responsabilités et de renforcer la coordination entre les autorités impliquées pour éviter les chevauchements et les conflits. Des protocoles d'accord entre les ministères concernés sont recommandés pour une réponse plus rapide et cohérente aux catastrophes, réduisant ainsi les pertes humaines et matérielles. En outre, des campagnes de sensibilisation sont recommandées pour informer les populations locales sur les risques et les mesures de protection. Une meilleure implication des communautés peut renforcer leur résilience face aux catastrophes.

Les actions proposées pour consolider la durabilité face aux risques d'inondation et de sécheresse incluent le renforcement des capacités communautaires, le développement d'infrastructures résilientes, la gestion durable des ressources naturelles, le renforcement des institutions locales, la promotion de la recherche et de l'innovation, la coordination et la collaboration accrues, l'élaboration de plans d'action communautaires, le renforcement des systèmes d'alerte précoce, la promotion de pratiques agricoles résilientes, l'intégration de la dimension de genre, et le soutien institutionnel et financier. Ces mesures visent à renforcer la résilience des communautés et à atténuer les impacts des catastrophes naturelles.



Les bonnes pratiques pour améliorer la Gestion Intégrée des Risques d'Inondation et de Sécheresse (GIRIS) comprennent l'information des communautés par divers moyens de communication, l'implication des autorités coutumières et religieuses, l'utilisation des technologies de communication modernes, la promotion de la gestion durable des terres, la mobilisation des acteurs tels que les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) et les organisations non gouvernementales (ONG), l'intégration des mesures de gestion des risques dans les plans de développement locaux et régionaux, l'intégration des considérations de gestion des risques dans les schémas d'aménagement du territoire, la mise en œuvre de stratégies spécifiques de réduction et de gestion des risques, l'amélioration des systèmes d'alerte précoce, et l'utilisation d'outils technologiques pour améliorer la surveillance et la prévision des risques naturels.

En résumé, les stratégies de dissémination et les rôles des acteurs locaux sont cruciaux pour promouvoir et mettre en œuvre efficacement la Gestion Intégrée des Risques d'Inondation et de Sécheresse (GIRIS). Cela comprend la documentation et la diffusion des bonnes pratiques par le biais de rapports et de guides pratiques, l'utilisation des médias traditionnels et des réseaux sociaux pour sensibiliser les populations, l'implication dans les sessions du conseil municipal pour discuter des politiques et des initiatives de GIRIS, l'établissement de réseaux de partage de connaissances pour favoriser l'apprentissage mutuel, l'organisation de voyages d'études pour s'inspirer de pratiques innovantes, le renforcement des capacités des acteurs locaux par le biais de formations spécialisées, la coordination transfrontalière pour relever les défis communs, la sensibilisation et la mobilisation des communautés par des campagnes porte-à-porte, et la mise en place de mécanismes d'évaluation et de suivi pour mesurer l'efficacité des interventions de GIRIS.

### **3.4. Echanges et discussions**

À l'issue des différentes communications ci-dessus présentées lors de l'atelier, plusieurs questions ont été soulevées par les participants, reflétant leurs préoccupations et leurs besoins en matière de gestion des risques des inondations et de la sécheresse dans le Bassin de la Volta. Les principaux points soulevés ont porté sur :

- La mise en place d'échelles permettant le suivi du niveau des crues et les problèmes de coordination qui peuvent en découler. Des préoccupations ont été exprimées quant à la communication entre les différentes parties prenantes impliquées dans ce processus ;
- Le processus de diffusion de l'information, en particulier en ce qui concerne les prévisions météorologiques et leur accessibilité à différents niveaux. Des suggestions ont été faites pour améliorer la voie de

communication et assurer une diffusion efficace des prévisions météorologiques ;

- La vandalisation des équipements hydrométéorologiques et la nécessité de mettre en place des relais pour assurer leur entretien régulier. Cette question a souligné l'importance de la collaboration communautaire dans la préservation de ces équipements vitaux ;
- La signification des couleurs du drapeau utilisé dans le cadre de la gestion des risques des inondations et de la sécheresse. Des éclaircissements ont été demandés sur l'interprétation des codes couleur (orange, rouge, vert) et leur implication dans les mesures d'alerte ;
- L'accès à la plateforme de gestion des risques, notamment en ce qui concerne les codes d'accès requis. Une sensibilisation a été proposée pour assurer une utilisation optimale des équipements et des outils disponibles sur cette plateforme ;
- La consolidation des données recueillies dans le cadre de la gestion des risques, ainsi que sur les moyens de corriger les contradictions éventuelles dans les rapports. Des clarifications ont été demandées sur la manière de garantir l'exactitude et la cohérence des informations fournies ;
- La mise en application effective des mesures et des recommandations dans les textes réglementaires et législatifs. Des réflexions ont été lancées sur les moyens de traduire les engagements pris lors de cet atelier en actions concrètes sur le terrain.

Ces questions témoignent de l'importance et de la complexité des enjeux abordés lors de l'atelier, tout en mettant en lumière les défis et les opportunités qui se présentent dans la gestion des risques des inondations et de la sécheresse dans le Bassin de la Volta.

### **3.5. Résultats des Travaux de groupe (§6.3 et 6.4)**

Les résultats des travaux de groupe ont été riches en idées et en propositions visant à renforcer la résilience des communautés du bassin de la Volta face aux risques d'inondations et de sécheresse.

Ils ont en effet, permis de recueillir des commentaires et des suggestions précieuses des communautés locales sur la mise en œuvre des outils et des stratégies de gestion des risques, ainsi que sur les autres dispositions de Réduction des Risques de Catastrophes (RRC) et d'Adaptation aux Changements Climatiques (ACC) dans la commune. Aussi ont-ils facilité l'élaboration d'actions concrètes visant à consolider et à garantir la durabilité des mesures de Gestion Intégrée des Ressources en Eau et des Inondations

(GIRIS) et d'ACC au niveau communautaire dans la portion burkinabè du bassin de la Volta à long terme.

Figure 3 : séance de restitution des travaux de groupes



Source : photo de l'atelier local\_Bama\_BF

Au cours de ces travaux, des bonnes pratiques et des opportunités d'amélioration des mesures de GIRIS et d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au Burkina Faso ont été identifiées et examinées en détail.

Enfin, des pistes de dissémination et les responsabilités des acteurs locaux à l'échelle transfrontalière des bonnes pratiques identifiées et documentées, ont été ébauchées, soulignant l'importance de partager les connaissances et les expériences pour renforcer la résilience dans toute la région. Ces résultats fournissent des orientations précieuses pour orienter les actions futures dans la gestion des risques d'inondations et de sécheresse dans le bassin de la Volta.

La synthèse des résultats des travaux de groupe sur le "Segment 1 : Revue du cadre de gouvernance et de gestion assortie de proposition des améliorations à mettre en place en vue de produire des résultats concrets à impacts durables" met en lumière trois dimensions essentielles : un répertoire actualisé, les difficultés et contraintes rencontrées, et les améliorations nécessaires. Le répertoire actualisé des entités et mécanismes existants a révélé une diversité d'acteurs et d'initiatives, mais a également souligné des chevauchements et des lacunes dans la coordination. Les difficultés et contraintes majeures identifiées incluent un manque de financement adéquat, des incohérences réglementaires, et des capacités institutionnelles limitées. Pour surmonter ces obstacles et atteindre des résultats concrets et durables, les propositions d'amélioration se concentrent sur la consolidation des cadres législatifs, le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de la coordination intersectorielle, et l'augmentation des financements dédiés à la gestion des risques. L'implémentation de ces mesures est essentielle pour créer un système de gouvernance plus efficace et résilient face aux inondations et sécheresses.

La synthèse des résultats des travaux de groupe sur le "Segment 2 : Valorisation des bonnes pratiques et des opportunités" a identifié des pratiques exemplaires et des opportunités stratégiques pour la gestion des risques liés aux inondations et sécheresses. Parmi les bonnes pratiques, on note l'importance d'éviter l'installation des populations dans les zones inondables, la sensibilisation continue, et le développement d'outils cartographiques pour une meilleure gestion des risques. D'autres initiatives telles que le reboisement, la sauvegarde des ressources naturelles, et la réhabilitation des infrastructures critiques ont été soulignées. Des mesures comme l'installation de comités

d'alerte, la formation des acteurs locaux, et l'organisation de rencontres de renforcement sont également essentielles pour améliorer la résilience communautaire.

Les opportunités identifiées incluent le développement de partenariats internationaux pour partager les meilleures pratiques et technologies, ainsi que la promotion de techniques de gestion durable des ressources en eau. Le soutien aux initiatives locales et la mise en place de produits d'assurance spécifiques sont des opportunités clés pour renforcer la résilience face aux risques. De plus, la création ou le renforcement des agences dédiées à la gestion des catastrophes, la révision des cadres législatifs, et l'élaboration de politiques incitatives sont cruciales pour intégrer les dernières avancées scientifiques et technologiques dans la gestion des risques. Ces initiatives, combinées à une planification proactive et à des exercices réguliers de préparation, visent à produire des résultats concrets et durables dans la gestion des risques d'inondations et sécheresses.

La synthèse des résultats des travaux de groupe sur le "Segment 3 : Consolidation et mise à l'échelle des bonnes pratiques" met en évidence l'importance de renforcer et d'étendre les initiatives efficaces dans la gestion des risques d'inondations et de sécheresses. Les bonnes pratiques identifiées incluent l'évitement de l'installation des populations dans les zones inondables, les campagnes de sensibilisation, le développement d'outils cartographiques, le reboisement et la sauvegarde des ressources naturelles, ainsi que la réhabilitation et la construction des infrastructures résilientes. Pour leur mise en œuvre, des actions telles que l'identification et le recensement des zones à risque, l'évacuation des populations vulnérables, la prise en charge des victimes, et la réhabilitation rapide des infrastructures sont essentielles. Les approches participatives, intégrant les connaissances traditionnelles et les sciences modernes, ainsi que le renforcement des capacités locales, sont cruciales. Les outils comme les systèmes d'alerte précoce, la cartographie numérique, les bases de données partagées et les plateformes de communication en temps réel, doivent être utilisés efficacement. La collaboration interinstitutionnelle, les réseaux communautaires, les médias locaux et les plateformes en ligne sont des canaux importants pour la diffusion des informations et la coordination des efforts. Les acteurs responsables vont des gouvernements locaux et communautés aux organisations régionales et internationales, en passant par les ministères nationaux et les partenaires internationaux. La mise en place de ces bonnes pratiques et la coordination entre ces divers acteurs sont essentielles pour assurer une gestion efficace et durable des risques liés aux inondations et sécheresses, maximisant ainsi les impacts positifs pour les communautés vulnérables.

La synthèse des résultats des travaux de groupe sur le "Segment 4 : Valorisation des opportunités" met en lumière l'importance de capitaliser sur les opportunités pour améliorer la gestion des risques d'inondations et de

sécheresses. Les bonnes pratiques identifiées, telles que les partenariats entre pays pour partager les meilleures pratiques et technologies, et la promotion de techniques de conservation de l'eau et de gestion durable des bassins versants, constituent des bases solides. Les actions recommandées incluent le développement de stratégies de gestion intégrée des ressources en eau, le soutien aux initiatives locales pour renforcer la résilience des communautés, et la mise en place de produits d'assurance spécifiques pour couvrir les risques d'inondation et de sécheresse. Les approches doivent intégrer des politiques incitatives pour encourager les pratiques résilientes et durables, tandis que les méthodes efficaces incluent l'élaboration de plans de gestion des risques spécifiques, des simulations et exercices réguliers, ainsi que l'utilisation de l'analyse des risques pour tarifier les polices d'assurance de manière précise et équitable. Les outils comme les systèmes d'alerte précoce, les bases de données partagées et les plateformes de communication doivent être exploités, tandis que les canaux de diffusion incluent les réseaux de coopération transfrontalière, les médias locaux, et les plateformes en ligne. Les acteurs responsables varient du niveau local, avec les gouvernements locaux et les communautés, au niveau national, impliquant les ministères et les agences de gestion des risques, jusqu'au niveau régional et transfrontière avec les organisations régionales et les partenariats intergouvernementaux, et enfin les partenaires internationaux, incluant les organisations internationales, les ONG et les donateurs bilatéraux et multilatéraux. Maximiser ces opportunités grâce à une coordination efficace entre ces divers acteurs est crucial pour assurer une gestion durable et résiliente des risques liés aux inondations et sécheresses.

### **3.6. Synthèse des observations et suggestions**

La synthèse des observations et suggestions formulées lors de l'atelier local sur les outils, les stratégies et autres dispositions de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse pour le renforcement de la résilience dans le Bassin de la Volta au Burkina Faso met en lumière plusieurs éléments essentiels.

Dans un premier temps, les participants ont unanimement reconnu l'importance des initiatives de gestion intégrée des risques hydroclimatiques, telles que VoltAlarm, dans la prévention et l'atténuation des impacts des inondations et de la sécheresses dans la commune. Les observations ont souligné la nécessité impérieuse d'une coordination renforcée entre les différentes parties prenantes locales et nationales pour une réponse efficace aux crises. En outre, les discussions ont mis en évidence l'importance des exercices de simulation comme outils fondamentaux pour évaluer la réactivité des systèmes d'alerte et identifier les lacunes à adresser. Les suggestions émises ont également mis l'accent sur le renforcement des capacités des communautés locales et la nécessité d'intégrer les enseignements tirés dans les

politiques et pratiques existantes. Enfin, les participants ont souligné l'importance de partager les bonnes pratiques et les expériences à travers toute la région pour promouvoir une résilience accrue dans le bassin de la Volta. Cette synthèse met en évidence la complexité des défis auxquels la région est confrontée et souligne l'urgence d'une approche collaborative et intégrée pour y faire face de manière efficace et durable.

#### 4. Clôture de l'atelier

La cérémonie de clôture de l'atelier local sur les outils, les stratégies et autres dispositions de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse s'est déroulée avec succès le 3 avril 2024 dans la salle de conférence du Centre d'écoute de la commune de Bama.

Figure 4 : cérémonie de clôture de l'atelier



Source : photo de l'atelier local\_Bama\_BF

Cette dernière journée a été marquée par des discours empreints de reconnaissance, de gratitude et d'engagement envers la lutte contre les risques environnementaux dans le Bassin de la Volta. Elle a été marquée par un sentiment de satisfaction quant aux échanges fructueux et aux résultats obtenus.

Figure 5 : représentant des participant prenant la parole à la clôture de l'atelier



Source : photo de l'atelier local\_Bama\_BF

Les participants ont exprimé leur reconnaissance envers les organisateurs et les facilitateurs pour avoir créé un espace propice à la collaboration et à l'apprentissage mutuel. Leur représentant a pour ce faire, pris la parole pour exprimer sa satisfaction quant à l'ambiance de travail, aux échanges fructueux et à la maîtrise du sujet par les experts. Il a chaleureusement remercié les autorités, les partenaires, le Ministère de l'Eau et l'ensemble des participants pour leur contribution à la réussite de cet atelier.

Le Directeur Adjoint de l'Autorité du Bassin de la Volta a salué la mobilisation et l'engagement des participants tout au long de l'atelier. Il a exprimé sa reconnaissance envers l'autorité et les participants pour leurs propositions de solutions pertinentes et a invité l'ensemble des acteurs à redoubler d'efforts

dans la mise en œuvre de ces solutions pour renforcer la résilience dans la commune.

Le PDS a pris la parole pour saluer l'assemblée et a souligné l'impact du changement climatique, illustré par la forte chaleur et les inondations récurrentes à Bama. Il a exprimé l'espoir que les attentes des participants ont été comblées au cours de cet atelier. Il a également adressé des remerciements à tous les partenaires qui accompagnent la mise en œuvre du projet VFDM et a exprimé sa gratitude envers les participants pour leur disponibilité et leurs contributions précieuses. Il a conclu en souhaitant un bon retour à tous et en déclarant les travaux de l'atelier officiellement terminés.

La cérémonie de clôture de l'atelier local sur les risques des inondations et de la sécheresse dans le Bassin de la Volta s'est achevée sur une note de reconnaissance, de gratitude et d'engagement envers la cause commune. Les participants repartent avec une compréhension approfondie des enjeux et des solutions, ainsi qu'avec un sentiment de détermination renforcée pour agir face aux défis environnementaux et climatiques qui menacent la région.

## 5. Conclusion et recommandations

Les discussions et les échanges lors de cet atelier ont mis en lumière l'urgence d'adopter une approche holistique et intégrée dans la gestion des risques, en mettant l'accent sur la prévention, la préparation et la réponse aux catastrophes.

En guise de recommandations, il est prôné de renforcer la coordination entre les acteurs locaux et nationaux. Il est en effet crucial d'améliorer la collaboration et la coordination entre les différentes parties prenantes, y compris les autorités locales, les services déconcentrés, les organisations de la société civile et les communautés locales, pour une réponse efficace et cohérente aux risques hydroclimatiques.

De même investir dans le renforcement des capacités des communautés locales en matière de prévention, de préparation et de réponse aux inondations et à la sécheresse est essentiel. Cela implique notamment la sensibilisation, la formation et le développement de compétences techniques et organisationnelles.

Il est également essentiel de promouvoir la collaboration et le partage des bonnes pratiques entre les différents acteurs et régions du bassin de la Volta, afin de renforcer la résilience dans toute la région.

En somme, cet atelier a permis de mettre en lumière les défis et les opportunités dans la gestion des risques hydroclimatiques dans le bassin de la Volta au Burkina Faso. En adoptant une approche collaborative et intégrée, et en mettant en œuvre les recommandations formulées, la région peut renforcer sa résilience et sa capacité à faire face aux défis futurs.





## 6. Annexes

### 6.1. Liste des participants


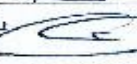

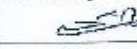


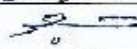




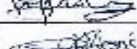


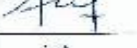
L'Atelier local sur les outils, les stratégies et autres dispositions de gestion Intégrée des risques des inondations et de la sécheresse pour le renforcement de la résilience dans le bassin de la volta au Burkina Faso

Local workshop on tools, strategies and other measures for integrated flood and drought risk management to build resilience in the Volta basin in Burkina Faso

Liste de présence / List of presence


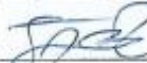




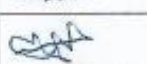

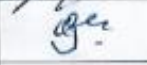



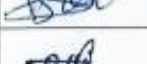


Date : 02 avril / April 2024

Lieu/Venue : Bama (Burkina Faso)

N° ordre	Nom/Surname & Prénoms/ names	Fonction/Function	Structure	N° Téléphone/ Phone number	Email	Signature
01	BAYE Felix	Préfet/PDS	Préfecture	70 93 62 17	bayefelix@yahoo.fr	
02	SAWADO Ousman	SP Maire	Mairie de Bama	2642 70 95	saw_ous@yahoo.fr	
03	Ouedroogo Oumarou	journaliste	radio	07-48-03-06		
04	TRAORE MOUSSA	IT/Name Burkina	Bardara	76 93 33 80		
05	TRAORE Yacoubre	chef Bardara Membre comité	Bardara	76-56-18-79		
06	TRAORE Simpson	COMITE	Bardara	76456463		
07	SANOU Amidou	C.V.D.P	Diarraibougou	67 00 66 59		
08	SANOU Sitafo	C.V.D.V.P	Diarraibougou	76 42 73 65		
09	DABOU Romarion	Comité	Bardara	76 06 26 14		
10	COMPAGNE D. Gustave	Action sociale Bama	Mairie	75 67 64 24		
11	PAFADJAM Sifiatou	DREA - HBS Agent	DREA - HBS	64166445	pafof08@gmail.com	
12	DIRLOU Sami Edgard	Agent Service des Ressources en eau	Agence de l'Eau des Travaux (AET)	70687713 66699879	dirlouss@gmail.com	
13	TRAORE Housseine	chef URP/Bama	Agriculture	75 07 09 79		
14	BAMBARA Martine	ZATE/Bama	Elevage	70 00 68 44		
15	KINANE Didier Oscar Amos	Directeur CEDSI Bama	Mairie de Bama	76514018	kaidienocarames@yahoo.fr	

Date : 02 avril/April 2024

Lieu/Venue : Bama (Burkina Faso)

N° ordre	Nom/Surname & Prénoms/ names	Fonction/Function	Structure	N° Téléphone/ Phone number	Email	Signature
16	KOUSSOUBÉ Soumaïla	Représentant P.F CODSUR	Mairie de Bama	71 10 38 30	boume.koussobe@gmail.com	
17	SAWADOGO S. Mathias	Chauffeur PSS	Mairie de Bama	76 68 47 82	-	
18	BELEMLILGA Patrice J.T	Observateur Médecin	ASECNA BOBO	70-33-49-06	belpatrice@yahoo.fr	
19	Traoré Binliou	Membre comité		76-05-51-32		
20	Ganga Samata	Membre comité		56-83-50-18		
21	Tinto Aline	Membre comité		75-28-16-09		
22	Kenkoba Lamin	Représentant de La Croix Rouge		76-66-35-06		
23	Sanou ISSA	Président CVD		77-58-9326		
24	Sanou BAKARY	Membre CVD		55-953973		
25	Grabo Yaya	Membre comité		76-60-3651		
26	Sanou Moussa	CVD Membre Bama		63142854		
27	Sanou Yolouba	Resoluant Bama		64 86 60 12		
28	Sanou Bakary	Resoluant Bama		64 36 60 42		
29	SOURABIE Dramane	Médecin-chef CVD		64 93 78 91		
30	Tinto Orokia	Membre du CVD Isadara		77. 627-143		

L'Atelier local sur les outils, les stratégies et autres dispositions de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse pour le renforcement de la résilience dans le bassin de la volta au Burkina Faso

Local workshop on tools, strategies and other measures for integrated flood and drought risk management to build resilience in the Volta basin in Burkina Faso

Liste de présence / List of presence

Date : 02 avril/April 2024

Lieu/Venue : Bama (Burkina Faso)

N° ordre	Nom/Surname & Prénoms/ names	Fonction/Function	Structure	N° Téléphone/ Phone number	Email	Signature
31	Zerbo Adama	Membre du comité Badare		65.86.2272		
32	Dralbo Lassina	EV-D		75.69.9824		
33	SANOU Gabriel	CLÉ-Kou	CLÉ-Kou	76665510	sanougalib7@gmail.com	
34	DIALLO Hamidou	Expert associé	-	61142090	hdiallo2025@vnet.mr	
35	OUEDRAGO RASMANE	Consultant	-	76524442	rasmane@yahoofr	
36	NDAMPA Boukari	CFI/UDM	ABV	05410508	maraphboukari@yahoofr	
37	SAWADOGO Wendyam Lazare	ANAM/DC2PO	Directeur	70303163	sawadogolazare@gmail.com	
38	SERNE A Dieudonné	Adjudant des Eaux d'Échecs	Environnement	64-29-29-29		
39	BARO Ismaël	CPD Bama Police	Sécurité	70-48-28-07	870482807@gmail.com	
40	BALMA Michaël	Gendarmerie BADA	BT BAMA	76-48-32-55	nicholasbalma@gmail.com	
41	ZONGO GERARDJ	DGRE	OUAGA	76575794	zongogerardj@gmail.com	
42	Congo Monstapha	PNE	Ouaga	70397008	congomf@yahoofr	
43	TÖBLEKOU Maxime	CP/GWR-AD	Ouaga	64006668		
44	Dibi MELLOGO	DEA/ABV	ABV	70437317	fredmillogo@yahoofr	

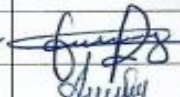
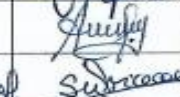


L'Atelier local sur les outils, les stratégies et autres dispositions de gestion intégrée des risques des inondations et de la sécheresse pour le renforcement de la résilience dans le bassin de la volta au Burkina Faso/

Local workshop on tools, strategies and other measures for integrated flood and drought risk management to build resilience in the Volta basin in Burkina Faso

Liste de présence / List of presence

Date : 02 avril/April 2024

Lieu/Venue : Bama (Burkina Faso)

N° ordre	Nom/Surname & Prénoms/ names	Fonction/Function	Structure	N° Téléphone/ Phone number	Email	Signature
45	HOUAME K Armand	Secrétaire Général Responsable	GWP-AO	+226 70 20 03 23	armand.houame @gwpao.org	
46	YARO/OUEDRAOGO AGUIRATOU	Admin. & Finances	GWP-AO	+226 65 27 21 65	aguiratou.yaro @gwpao.org	
47	YANEOGO W Soltane	Secrétaire Exécutive	PNE-BF	73 30 50 12	soltoyane@pnebf.org	
48	DOULKON P. Aimé Florie	Chargé Projets	PNE-BF	72 04 08 07	doukmaneyane@pnebf.org	

## 6.2. Agenda de l'atelier

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
<b>Jour 1</b>			
08h30-09h00	<b>Inscription des participant(e)s</b>	Secrétariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PNE</li> </ul>
09h00-10h00	<b>Session 0 : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier local</b>		
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Allocutions des partenaires</li> <li>▪ Discours d'ouverture</li> </ul>	Mots de bienvenue et Discours	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Facilitateur Local</li> <li>▪ Maire</li> <li>▪ Coordonnateur SFN ABV</li> <li>▪ Préfet)</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Présentation des participant(e)s</li> </ul>	Présentation	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ PNE</li> <li>▪ Consultant National</li> <li>▪ Participants</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Objectifs de l'atelier</li> <li>▪ Agenda de l'atelier et adoption</li> </ul>	Exposé/ débat	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Aspects logistiques</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place du présidium de l'atelier</li> </ul>			
10h00-10h15	<b>PAUSE CAFE</b>		
<b>Session 1 : Aperçu du profil de risques, du SAP – VoltAlarm, de la stratégie régionale de réduction de GIRIS ainsi que des autres dispositions de RRC et d'ACC du bassin de la Volta</b>			
10h15–11h30	<b>Session 1.1</b> : Profil de risques du bassin de la Volta	Exposé/ débat	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ SFN/Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
	<b>Session 1.2</b> : SAP - VoltAlarm dans le bassin de la Volta	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ SFN/Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
	<b>Session 1.3</b> : Stratégie régionale de réduction et de la GIRIS dans le bassin de la Volta	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ SFN/Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
	<b>Session 1.4</b> : Autres dispositions de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ SFN/Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
<b>Session 2 : Commentaires et suggestions d'amélioration, selon les communautés locales, au profil de risques des inondations et de la sécheresse, au SAP – VoltAlarm, de la stratégie régionale de réduction et de GIRIS ainsi qu'aux autres dispositions de RRC du bassin de la Volta</b>			

<b>Horaire</b>	<b>Activités</b>	<b>Méthodologie</b>	<b>Intervenants</b>
11h30-13h00	Commentaires et suggestions d'amélioration des communautés locales, en matière de mise en œuvre des outils et des stratégies ainsi que les autres dispositions de RRC et d'ACC dans le bassin de la Volta <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Premiers résultats de la mission d'étude</li> <li>▪ Consignes des travaux de groupe 1</li> <li>▪ Travaux de groupe 1</li> </ul>	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> <li>▪</li> </ul>
13h00-14h00	<b>PAUSE DEJEUNER</b>		
14h00-15h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Travaux de groupe 1 (suite et fin)</li> <li>▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 1</li> </ul>	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
<b>Session 3 : Actions pour (i) consolider et assurer la durabilité et (ii) renforcer la mise en œuvre des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC au niveau communautaire dans la portion Burkinabè du bassin de la Volta à long terme</b>			
15h30-18h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Premiers résultats de la mission d'étude</li> <li>▪ Consignes des travaux de groupe 2</li> <li>▪ Travaux de groupe 2</li> <li>▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 2</li> </ul>	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
18h00	<b>Pause-café et fin de la 1<sup>ère</sup> journée</b>	Plénière	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
<b>Jour 2</b>			
<b>Session 4 : Bonnes pratiques et opportunités pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au BURKINA FASO</b>			
08h30-10h30	Bonnes pratiques et opportunités pour l'amélioration des mesures de GIRIS ainsi que d'ACC dans la portion nationale du bassin de la Volta au BURKINA FASO <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Premiers résultats de la mission d'étude</li> <li>▪ Consignes des travaux de groupe 3</li> <li>▪ Travaux de groupe 3</li> </ul>	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
10h30-10h45	<b>PAUSE CAFE</b>		

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
10h45- 11h45	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Travaux de groupe 3 (suite et fin)</li> <li>▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 3</li> </ul>	Exercices	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
<b>Session 5 : Pistes de dissémination et responsabilités des acteurs du niveau local à l'échelle transfrontière des bonnes pratiques identifiées et documentées</b>			
11h45- 13h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Premiers résultats de la mission d'étude</li> <li>▪ Consignes des travaux de groupe 4</li> <li>▪ Travaux de groupe 4</li> <li>▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 4</li> </ul>	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ Participant(e)s</li> </ul>
13h30 14h00	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>Synthèse des recommandations de l'atelier</b></li> <li>▪ <b>Cérémonie de clôture</b></li> </ul>	Rapportage Mots des participants et partenaires Discours de clôture	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consultant national</li> <li>▪ SFN, Mairie</li> </ul>
<b>14h00</b>	<b>FORMALITES DE DEPART – PAUSE DEJEUNER – DEPART</b>		

### 6.3. Résultats des travaux de groupes (synthèse)

**Segment 1 : Revue du cadre de gouvernance et de gestion assortie de proposition des améliorations à mettre en place en vue de produire des résultats concrets à impacts durables**

Dimensions	Répertoire (liste actualisée)	Difficultés et contraintes rencontrées dans la mise en œuvre/ application	Améliorations à mettre en place pour résultats concrets à impacts durables
<p>Outils techniques y compris le profil de risques, les cartes, les systèmes d'alerte, plans en place pour la gestion des risques des inondations et des sécheresses dans votre portion nationale du BV et votre pays</p>	<p>Balises des zones submersibles</p> <p>Drapeaux, Echelles limnométriques, de sifflets, de mégaphone, de crieur public, de radio locale, de station automatique à télétransmission</p> <p>VoltAlarm, système d'alerte précoce (SAP), stratégie de suivi des ressources en eau</p> <p>Coordonnées géographiques des zones inondables et inondées</p> <p>Plan national multirisque de préparation et de réponse aux catastrophes</p> <p>Stratégie régionale de gestion des risques d'inondations et de sécheresses</p> <p>Dénombrement des familles</p>	<p>Absence d'une cartographie des risques</p>	<p>Mise en place d'équipement spécifiques (torches, talkswalks)</p>



	touchées par les inondations et la sécheresse		
Cadre de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses y compris lois et autres textes juridiques et réglementaire, institutions, politiques et stratégies	<p>-loi n° 012-2014/AN du 22 avril 2014 portant loi d'orientation relative à la prévention et à la gestion des risques, des crises humanitaires et des catastrophes</p> <p>- Loi N°006-2013/AN portant code de l'environnement au Burkina Faso</p> <p>Le code forestier</p> <p>Politique nationale de protection civile</p> <p>Politique d'aménagement du territoire</p> <p>-plan communal de développement</p> <p>Existence de la direction générale des ressources en eau (DGRE), de la direction générale de la protection civile (DGPC), de l'agence nationale de la météorologie (ANAM), de la Croix rouge, du conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR) et ses démembrements, de la collectivité territoriale, du</p>	<p>Méconnaissance des textes de loi</p> <p>Vide juridique de gestion des eaux du Burkina Faso</p> <p>Manque d'informations</p> <p>Insuffisance de formations</p> <p>Non-respect des textes (bandes de servitudes aux abords des cours et retenues d'eau)</p> <p>Non fonctionnalité du comité local</p> <p>Manque de ressources financières et matérielles (de premiers secours)</p> <p>Absence de stocks de pré positionnement</p>	<p>Dotation en matériel de premiers secours (pirogues, bateau à moteur, cordes et gilets de sauvetage, moyens roulants pour les déplacements, sirène d'alerte, centre d'accueil, boîte à pharmacie)</p> <p>Soutien financier</p> <p>Sensibilisation des communautés</p> <p>Sanction ou répression des fautifs</p> <p>Formation périodique sur la simulation des inondations</p> <p>Redynamiser le comité, les cadres de concertation et les rencontres d'échange avec les différents acteurs</p>

	<p>service social, des services de l'Agriculture, de l'eau et du SAP agriculture</p> <p>Autorité du bassin de la Volta (ABV)</p> <p>Partenariat mondial de l'eau (PNE)</p>		
<p>Initiatives, programmes, projets de gouvernance et de gestion des risques des inondations et des sécheresses</p>	<p>Projet VFDM</p> <p>Projet Hydromet</p> <p>CLE du Cou</p> <p>REDD+</p> <p>Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)</p> <p>Gestion intégrée des risques d'inondations et de sécheresse (GIRIS)</p>	<p>Insuffisance dans la mise en œuvre</p> <p>Absence d'arrêté de reconnaissance du comité</p> <p>Manque de suivi</p> <p>Manque de coordination entre intervenant sur la même cible</p> <p>Insuffisance de retenues d'eau</p> <p>Ensablement des cours d'eau</p>	<p>Continuité du suivi après fin du projet VFDM</p> <p>Formation des membres du comité pour pérenniser les acquis</p> <p>Exercice de redevabilité du comité</p> <p>Construction de forages et barrages</p> <p>Curages des cours d'eau</p>

## Segment 2 : Valorisation des bonnes pratiques et des opportunités

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
<p>Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et des sécheresses</p>	<p>Eviter l'installation des populations dans les zones inondables,</p> <p>Connaissance de la destruction des habitats, des récoltes, des pertes en vies humaines et du bétail</p> <p>Campagne de Sensibilisations</p> <p>Développement d'outils cartographiques</p> <p>Balisage et alertes</p>	<p>Partenariats entre pays pour partager les meilleures pratiques et les technologies de gestion des risques.</p> <p>Participation à des initiatives internationales de lutte contre le changement climatique et d'adaptation aux événements climatiques extrêmes.</p> <p>Développement de stratégies de gestion intégrée pour optimiser l'utilisation des ressources en eau et minimiser les conflits d'usage.</p> <p>Promotion de techniques de conservation de l'eau et de gestion durable des bassins versants.</p>
<p>Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses</p>	<p>Initier le reboisement</p> <p>Sauvegarder les trois luttas (contre la coupe abusive du bois, les feux de brousse et la divagation des animaux)</p> <p>Curer et protéger les berges, éviter les cultures aux abords des berges</p> <p>Réhabilitation/construction des infrastructures de résilience (Ponts, routes, caniveaux)</p> <p>Construction de barrages</p>	<p>Soutien aux initiatives locales visant à renforcer la résilience des communautés face aux risques d'inondation et de sécheresse.</p> <p>Mise en place de projets de gestion durable des ressources en eau, incluant la réhabilitation des bassins versants et la promotion des pratiques agricoles résilientes.</p> <p>Développement de produits d'assurance spécifiques pour couvrir les risques d'inondation et de sécheresse.</p> <p>Utilisation de l'analyse des risques pour tarifer les</p>

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
	<p>Curages des cours d'eau</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs</p>	<p>polices d'assurance de manière plus précise et équitable.</p>
<p>Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et sécheresses</p>	<p>Organiser les rencontres de renforcement</p> <p>Sensibiliser les populations</p> <p>Installation de comités d'alerte</p> <p>Renforcement des capacités des services techniques (préfecture, mairie, croix rouge et services déconcentrés...)</p> <p>Multiplication des rencontres, implications des autorités coutumières</p> <p>Mobilisation des acteurs pour des actions d'information et de sensibilisation</p>	<p>Mise en place de nouvelles agences ou renforcement des agences existantes dédiées à la gestion des risques de catastrophes naturelles.</p> <p>Développement de partenariats entre les différentes institutions gouvernementales, ONG et acteurs privés pour une gestion coordonnée.</p> <p>Révision et mise à jour des lois et règlements concernant la gestion des risques d'inondations et de sécheresses pour inclure les dernières connaissances scientifiques et technologiques.</p> <p>Élaboration de politiques incitatives pour encourager les pratiques résilientes et durables.</p>
<p>Amélioration de la préparation et de la reconstruction</p>	<p>Evacuation des familles touchées</p> <p>Prise en charge des victimes</p> <p>Recensement des zones inondés</p> <p>Prévention des risques (formation, sensibilisation dotation en matériel)</p> <p>Identification des zones inondables et à risque</p> <p>Elaboration de plans d'actions</p>	<p>Élaboration de plans de gestion des risques spécifiques aux inondations et sécheresses, intégrant des scénarios de réponse et des procédures opérationnelles standard.</p> <p>Mise en place de simulations et d'exercices réguliers pour tester et améliorer ces plans.</p>

Dimensions	Bonnes pratiques	Opportunités
	communautaires Préparation de la population aux risques	

### Segment 3 : Consolidation et mise à l'échelle des bonnes pratiques

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions, approches, méthodes, outils et canaux	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et sécheresses	Eviter l'installation des populations dans les zones inondables, Connaissance de la destruction des habitats, des récoltes, des pertes en vies humaines et du bétail Campagne de Sensibilisations Développement d'outils cartographiques Balisage et alertes		
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	Initier le reboisement Sauvegarder les trois luttas (contre la coupe abusive du bois, les feux de brousse et la divagation	Les « grins » de thé Les sessions du conseil municipal Les rencontres du comité Les rencontres des femmes	Les jeunes Les femmes Les membres du conseil municipal Les responsables de radio

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions, approches, méthodes, outils et canaux	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
	<p>des animaux)</p> <p>Curer et protéger les berges, éviter les cultures aux abords des berges</p> <p>Réhabilitation/construction des infrastructures de résilience (Ponts, routes, caniveaux)</p> <p>Construction de barrages</p> <p>Curages des cours d'eau</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs</p>	<p>Les radios</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Crieur public</p> <p>Média, téléphone, théâtre forum, SMS ciblé, Causerie débat</p> <p>Intégration dans le système éducatif</p> <p>Organisation de voyages d'étude</p>	
<p>Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et sécheresses</p>	<p>Organiser les rencontres de renforcement</p> <p>Sensibiliser les populations</p> <p>Installation de comités d'alerte</p> <p>Renforcement des capacités des services techniques (préfecture, mairie, croix rouge et services déconcentrés...)</p> <p>Multiplication des rencontres, implications des autorités coutumières</p>		

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions, approches, méthodes, outils et canaux	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
	Mobilisation des acteurs pour des actions d'information et de sensibilisation		
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	Evacuation des familles touchées Prise en charge des victimes Recensement des zones inondés Prévention des risques (formation, sensibilisation, dotation en matériel) Identification des zones inondables et à risque Elaboration de plans d'actions communautaires Préparation de la population aux risques		

#### Segment 4 : Valorisation des opportunités

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions, approches, méthodes, outils et canaux	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Compréhension (étude et connaissance) des paramètres (aléa, vulnérabilité, exposition...) des risques des inondations et sécheresses	<p>Eviter l'installation des populations dans les zones inondables,</p> <p>Connaissance de la destruction des habitats, des récoltes, des pertes en vies humaines et du bétail</p> <p>Campagne de Sensibilisations</p> <p>Développement d'outils cartographiques</p> <p>Balisage et alertes</p>		
Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience aux risques des inondations et sécheresses	<p>Initier le reboisement</p> <p>Sauvegarder les trois luttés (contre la coupe abusive du bois, les feux de brousse et la divagation des animaux)</p> <p>Curer et protéger les berges, éviter les cultures aux abords des berges</p> <p>Réhabilitation/construction des infrastructures de</p>	<p>Les « grins » de thé</p> <p>Les sessions du conseil municipal</p> <p>Les rencontres du comité</p> <p>Les rencontres des femmes</p> <p>Les radios</p> <p>Sensibilisation</p> <p>Crieur public</p> <p>Média, téléphone, théâtre</p>	<p>Les jeunes</p> <p>Les femmes</p> <p>Les membres du conseil municipal</p> <p>Les responsables de radio</p>



Dimensions	Bonnes pratiques	Actions, approches, méthodes, outils et canaux	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
	<p>résilience (Ponts, routes, caniveaux)</p> <p>Construction de barrages</p> <p>Curages des cours d'eau</p> <p>Formation et sensibilisation des acteurs</p>	<p>forum, SMS ciblé, Causerie débat</p> <p>Intégration dans le système éducatif</p> <p>Organisation de voyages d'étude</p>	
<p>Renforcement de la gouvernance des risques des inondations et des sécheresses</p>	<p>Organiser les rencontres de renforcement</p> <p>Sensibiliser les populations</p> <p>Installation de comités d'alerte</p> <p>Renforcement des capacités des services techniques (préfecture, mairie, croix rouge et services déconcentrés...)</p> <p>Multiplication des rencontres, implications des autorités coutumières</p> <p>Mobilisation des acteurs pour des actions d'information et de sensibilisation</p>		

Dimensions	Bonnes pratiques	Actions, approches, méthodes, outils et canaux	Acteurs responsables (du niveau local à l'échelle transfrontière)
Amélioration de la préparation et de la reconstruction	<p>Evacuation des familles touchées</p> <p>Prise en charge des victimes</p> <p>Recensement des zones inondés</p> <p>Prévention des risques (formation, sensibilisation dotation en matériel)</p> <p>Identification des zones inondables et à risque</p> <p>Elaboration de plans d'actions communautaires</p> <p>Préparation de la population aux risques</p>		

#### 6.4. Production des groupes

Question 1:

G1

Les outils de cartographie et de planification est une bonne chose car ils permettent aux populations de maîtriser leurs milieux de vie et permette aux acteurs de bien conduire leurs activités.

→ Bama n'a pas de carte qui préviennent les inondations et sécheresses mais il y a des piqués de démarcation qui délimitent la zone.

⇒ La prise des coordonnées géographiques des zones inondables et inondées

⇒ Le dénombrement des familles touchées par l'inondation et la sécheresse.

\* ⇒ La loi n° 12/2014 AN portant loi d'orientation relative à la prévention et la gestion des risques ; des crises humanitaires et des catastrophes au Burkina

⇒ La loi n° 13/06 du 02 août 2006 portant code de l'environnement.

⇒ Les guides vides juridique de gestion des eaux au Burkina.

\* Les Politiques :

⇒ La stratégie sur la gestion de risque des inondations

⇒ La politique nationale de prévention et de gestion des risques ; des crises humanitaires et de gestion des

\* Nous avons  
notion comme !  
⇒ Le bassin  
⇒ Clé Kou

## Action 2.1

- \* Les difficultés dans la mise en œuvre:
  - insuffisance d'accompagnement dans la mise en œuvre
  - pas de cadre juridique légale pour les comités
  - le manque de suivi ; d'action entre les acteurs intervenant sur les mêmes sites
- \* Sujection
  - une continuité du suivi après fin du projet
  - la formation des membres du comité pour pérenniser activités
  - Exercice de redevabilité du comité.

### Question 3 :

- Les Bonne pratiques
- Eviter l'installation des population sur la zone inondables
- Eviter la coupe abusive du bois et initier les plant reboisem
- Sauvegarder les 3 luttés

- 3) \* Renforcement de la gouvernance
- organiser des rencontres de renforcement
  - sensibiliser la population

\* Investissement (Avant - - )

- réhabilitation des infrastructures résilientes (Pont, route, camion)
- construction des barrages
- Curvage des cours d'eau.
- installation des comités d'alerte

\* Amélioration de la préparation (Après )

- évacuation des familles touchées
- prise en charge des victimes
- recensement des zones inondées
- 

Question 4

des pistes de dissémination ;



Outils d'alerte : Drapeau, Balise, échelle lumineuse,  
siflet, mégaphone, criem public, Radio local, Station  
automatique à télétransmission, Volt Alarm, SAP.  
Stratégie de suivi des ressources en eau.

Outils de cartographie : \* Global Mapper  
\* Surfer \* Model swat  
\* Arcgis \* Google engine  
\* QGIS \* R-studio

Outils de planification: textes et lois.

Outils institutionnel: \* plan communal de développement

\* DGRE, \* DGPS

\* ANAM \* Croix Rouge.

\* CONASUR

\* Collectivité territoriale

\* Service social

\* Agriculteur \* Eau

\* SAP Agriculture

- Lois et textes juridiques: Loi 12-2014, Loi d'orientation sur le développement durable, les différents codes.
- Politique: ~~politique~~ politique d'aménagement du territoire  
Plan national multi-risque. etc.
- Initiative, Programme et Projet: ABV, GIRIS, Hydromet, ~~AEH~~  
GIRE.

### Question 2:

- Difficultés rencontrés pour la mise en œuvre des:

\* Manque d'information.

\* Non respect des textes (Bandes de servitude aux abords des cours et retenues d'eau).

\* Non fonctionnalité du comité local.

\* Manque de ressources financières et matérielles.

\* ~~Mecam~~

(matériel de secours -  
me de nécessité primai  
re).

- Suggestions:

- Dotation en matériels de secours: siroge,

Différents acteurs.

### Question 3

- Compréhension de risque :
  - Chui - Destruction des récoltes.
  - Chute des habitations
  - Perte en vie humaine.
  - Perte des biens (animaux, bétails)
- Renforcement de la gouvernance !
  - \* Croix rouge
  - \* Préfecture
  - \* Mairie (service social)
  - \* Service technique déconcentré
- Réduction de risque :
  - \* Prévention des risques (formation, sensibilisation, dotation en matériel)
  - \* Identification des zones inondables et à risque.
- Préparation et reconstruction :
  - \* Préparation de la population aux risques.

Question 4

## Question 1

- Les outils de cartographie, de plani  
institutionnelle et d'alerte concernant la  
gestion des risques des inondations et de  
sécheresse mis en place par l'état et les  
partenaires;

1°/1

- Echel limnimétrique à Sandimisso

- Outil de planification
- Les plans de contingences (reg National, regional, provinciaux et communaux)
- Outils institutionnels (comités agricoles)
- outil d'alerte précoce: comité d'alerte précoce  
(Drapeau, Megaphone...)

codes (forestiers), etc

des politiques et des initiatives en mettant en avant:

2-1 Difficultés:

- Reconnaissance du comité
- Renforcement des capacités

2-1 Difficultés:

- Non reconnaissance du comité (Mairie)
- Insuffisance des formations
- ~~Manque d'~~ Insuffisance d'équipements
- ~~pas de fond de roulement~~

- Manque de moyens financier
- Absence de stock de prépositionnement
- Insuffisance de retenues d'eau

1-2 Suggestions - Ensalement du cours d'eau

- Reconnaissance du comité (Mairie)
- Renforcement des capacités (partenaires techniques, Boîtes)
- Dotation en équipement (pirogues en bois, gants, sifflets, sirène d'alerte, Tricycle, centre d'accueil, boîte à pharmacie)

Question 3: Sur les bonnes pratiques et les opportunités à identifier selon chacun des quatre axes ci-après:

5-1 Compréhension des risques.

- Les sensibilisations
- Les outils cartographiques

5-2 Renforcement de la gouvernance des risques

- Renforcement des capacités
- Multiplier les rencontres périodiques
- Mis en place de certains équipements (Talkie walkie, les torches,



### 3-3 Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience

- Formation et sensibilisation des acteurs
- Les bonnes pratiques (ensablement des cours d'eau et habitation dans les cours d'eau - ...)
- L'accompagnement des partenaires pour la relecture

### 3-4 Amélioration de la préparation et de la

## Groupe 4

### Reponses aux questions

① \* les outils de cartographie de planification, institutionnelle et alerte concernant la gestion des risques des inondations et de la secheresse mis en place par l'Etat et les partenaires!

- Rencontre - Téléphonique - crieur public - media - Haut parleur - échelle,

\* Les lois et autres textes juridiques et réglementaires mis en place pour la gestion des risques des inondations et de la sécheresse

- la loi n° 12-2014 portant loi d'orientation sur le développement durable.

- Campagne de sensibilisation intensive pour informer les populations

- Séance de formation sur les lois dans les écoles et des campagnes éducatif

- Faciliter l'implication médiationne

## systeme d'alerte pre-cote

\* les initiatives, les programmes et projets:

- Alerte diarradougou - Sandimisso et Badona par appel telephonique.
- ~~Information~~ Informer des communautes par le comite, le crier public.
- Implication des autorites coutumieres et religieuses
- Mobilisations constantes des FDS, des services techniques et les ONG par (Prefet ou maire).

② \* les difficultes rencontrees notamment dans votre milieu dans la mise en oeuvre.

- Manque de sensibilisation de la population
- Non connaissance de la loi.
- Manque d'outil, de connaissance sur les feu de materielles dotés.

\* les suggestions pour une meilleure mise en oeuvre notamment dans votre milieu:

- Formation des acteurs principaux

- \* Renforcement de la gouvernance des risques
  - Mobilisation des acteurs pour les actions de informations et de sensibilisations.
  - Existence d'outils d'alerte (drapeau, échelle et message)
  - Existence d'un plan local de prévention et de gestion des catastrophes

\* Investissement dans la réduction des risques de catastrophe pour la résilience; construction des ponts; réhabilitation des anciens canaux pour permettre une bonne circulation de l'eau; construction de retenues d'eau.

- \* Amélioration de la préparation et de la reconstruction:
  - Implication des autorités coutumières et religieux
  - Renforcement des institutions locales
  - Elaboration des plans d'action communautaire.